

TABLE DES MATIÈRES

Introduction

I - Les cambistes : organisation économique et sociale

II - Le financement du marché des changes parallèles

- 1 - Les principaux flux transfrontaliers
- 2 - Le financement des marchés de change au Niger

III - Le financement des activités commerciales par les circuits de change monétaires

IV - Les cambistes et la dévaluation du franc CFA

- 1 - La formation du taux de change parallèle et ses récentes fluctuations
- 2 - Les marchés parallèles et les récentes mesures monétaires

Conclusion

Carte des régions frontalières entre le Niger et le Nigeria

Introduction 1

Le dynamisme des échanges commerciaux entre le Niger et le Nigeria repose sur des facteurs à la fois géographique, économique et humain. On peut ainsi citer l'enclavement du Niger tributaire du Sud pour son approvisionnement, les complémentarités agro-pastorales entre les deux pays, leurs disparités de potentiel et de politiques économiques (fiscales, douanières, de subvention etc.), leur appartenance à des zones monétaires distinctes, leur différence de taille démographique (le Niger a environ 8,5 millions d'habitants tandis que le Nigeria en compte plus de 90 millions) et les liens étroits qu'entretiennent leurs populations : qu'elles soient haoussas, peuls, béri-béris ou kanouris, elles ont en effet un passé séculaire d'étroites relations (familiales, religieuses, marchandes) si bien qu'elles sont les éléments interdépendants d'un même ensemble social. En dépit de la frontière qui sépare les deux pays depuis près d'un siècle sur plus de 1600 kilomètres, ces facteurs constituent pour les opérateurs économiques autant d'opportunités de négoce qu'ils s'empressent de saisir quitte à verser dans l'illégalité (commerce de contrebande).

L'aspect monétaire joue ici un rôle charnière : le taux de change entre le franc CFA et la naira détermine en effet, pour une large part, les termes de l'échange entre les deux pays : une sous-évaluation de la naira encouragera les exportations nigérianes (par conséquent les importations nigériennes) tandis qu'une surévaluation de la naira se traduira par un excès d'importations nigérianes (donc d'exportations nigériennes).

Cet aspect monétaire présente à la fois un caractère structurel - l'existence d'un marché des changes parallèle au marché officiel régi par les banques centrales - et conjoncturel dans la mesure où le cours des deux monnaies ne cesse de fluctuer sur ce marché parallèle et par là d'influer sur la direction et l'ampleur des flux transfrontaliers issus des opérations conclues entre les hommes d'affaires nigériens et leurs partenaires de la zone franc sur la base de ce taux. Le système bancaire moderne - à travers le taux de change officiel - intervient peu dans les échanges entre les deux pays si ce n'est pour les contrats d'État à État (livraison d'électricité et d'hydrocarbures au Niger).

L'origine de ce marché noir des changes remonte à la période coloniale où il naquit de la dépréciation du franc français par rapport à son cours officiel avec la livre sterling en raison du protectionnisme économique qui régnait dans les colonies françaises et de la politique de contrôle des changes. Les commerçants africains et les maisons de traite coloniales profitaient de ce double taux de change pour se livrer à toutes sortes de transactions en jouant sur les différences de prix des marchandises entre les deux zones [2](#). Longtemps dévalué face à la livre sterling, le franc français à travers le franc CFA ne prit sa revanche qu'en 1967 : le Nigeria, déchiré par le conflit biafrais, créa en effet sa propre monnaie, la naira, et la fit sortir de la zone sterling afin d'empêcher l'État sécessionniste de profiter des avantages monétaires de la Fédération. Cette importante décision amena la Central Bank of Nigeria à prendre, parallèlement, une série de mesures dont l'inconvertibilité de la nouvelle monnaie, l'instauration du contrôle des changes et la restriction des importations avec la création de licences [3](#). Ces différentes mesures affaiblirent la naira dont la non-convertibilité bloqua les échanges de devises car les banques françaises du Bénin, du Niger et du Cameroun qui acceptaient auparavant les livres sterling, refusèrent de prendre la naira. La seule voie d'accès aux devises étrangères offertes aux opérateurs nigériens était alors le marché parallèle qui prit un essor considérable tant leur demande était forte. C'était désormais au tour du franc CFA de s'imposer, sa parité avec la naira étant déterminée sur ce marché noir par la loi de l'offre et de la demande.

Ce marché parallèle joue donc, depuis déjà longtemps, un rôle capital dans les échanges transfrontaliers entre le Nigeria et ses voisins. Nous nous proposons ici de présenter l'organisation économique et sociale des divers acteurs de ces circuits parallèles de change en prenant l'exemple des grandes places nigériennes du commerce frontalier avec le Nigeria ainsi que celui de Malanville (Bénin) qui constitue à divers égards une enclave nigérienne au plan commercial et monétaire. Nous étudierons, en second lieu, comment les cambistes se procurent les ressources financières nécessaires à leur activité à travers l'analyse des modalités de change des opérations commerciales et de l'autofinancement. En troisième lieu, nous verrons comment ces circuits financiers participent au

financement des activités commerciales par le jeu des prêts accordés aux grands commerçants. Enfin, on abordera les conséquences de la dévaluation du franc CFA sur le fonctionnement de ces marchés parallèles de changes.

I LES CAMBISTES : ORGANISATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

Au Niger, bien que théoriquement illégale, l'activité de cambiste est tolérée⁴ au point qu'elle est exercée à la vue et au su de tout un chacun depuis de longues années. Jamais, l'administration ne la perturba étant donné le rôle capital que jouent les monnayeurs dans les échanges marchands entre les deux pays. Parfois même, elle la reconnaît officiellement comme à Diffa où les cambistes acquittent une patente et sont recensés comme agents de change. D'ailleurs, dans cette région comme dans nombre de villages frontaliers du Niger, les deux monnaies circulent indifféremment alors que le franc CFA n'est vraiment recherché au Nigeria que par les hommes d'affaires.

Si les cambistes nigériens sont plus professionnalisés et disposent d'une surface financière supérieure à leurs homologues nigériens, les modes d'organisation économiques et sociaux de la profession ne diffèrent guère d'un pays à l'autre. Ce n'est pas surprenant étant donné leur forte imbrication sociale, culturelle et économique comme l'atteste la présence de nombreux Nigériens installés de longue date au Nigeria où ils exercent cette activité comme d'autres de leurs compatriotes s'y adonnent au commerce ou au transport.

Reliées aux grandes villes du Nigeria par un bon réseau routier et situées au c_ur de zones densément peuplées et très actives du point de vue marchand, Maradi, Birnin-Konni et Zinder constituent de véritables plaques tournantes dans les échanges entre les deux pays et sont le berceau de commerçants dynamiques dont l'activité est tournée vers le puissant voisin. De ce fait, ces villes constituent les principaux centres de change parallèle⁵ et traitent la quasi-totalité du change s'effectuant au Niger et résultant des flux marchands entre les deux pays. A Maradi, les cambistes sont installés à la gare routière et à proximité de l'agence de la SONIBANK. Ils sont organisés en syndicat (avec un président, un vice-président et un trésorier) qui règle les usages de la corporation, qui la représente à la chambre de commerce et qui défend ses intérêts face à l'administration. A Zinder, les cambistes exercent leur activité dans l'enceinte du grand marché et à la gare routière. A Birnin-Konni, les places de change sont situées à l'intérieur de l'enceinte d'une mosquée et à la gare routière jouxtant le grand marché.

L'activité dans ces trois villes est concentrée en un nombre limité d'opérateurs qui ont tissé des réseaux "horizontaux" (correspondants-fournisseurs de nairas installés sur d'autres places) et des réseaux "verticaux" composés d'une multitude de dépendants qui travaillent pour eux. Ces grossistes qui contrôlent le marché des changes en liaison avec

leurs partenaires nigériens, sont donc peu nombreux sur chaque place : deux à Birnin-Konni, six environ à Maradi, quatre au plus à Zinder et à Malanville. C'est donc une quinzaine d'opérateurs qui domine le marché nigérien du change et qui ont en charge de fournir en nairas les gros importateurs de ciment, de matériaux de construction, de céréales et d'hydrocarbures. Bien que concurrents, ces patrons de change sont très solidaires comme ceux de Wappa, principal lieu de change à Kano.

Leur activité est organisée, comme dans le commerce, de façon pyramidale. Chaque patron (*ubangida*) est assisté de quelques adjoints (*bara - barwai* au pluriel - homme qui se voue au service d'un grand commerçant et dont celui-ci assure les moyens de subsistance), souvent des parents, qui gèrent des points de vente sur les marchés, les gares routières ainsi que les villages frontaliers voisins. Ces dépendants se déplacent fréquemment vers les autres villes de change pour transmettre des informations ou transférer des fonds. Ces adjoints ont eux-mêmes parfois des dépendants - détaillants, rabatteurs - qui sont rémunérés en fonction des affaires qu'ils traitent. Quelques rabatteurs sont employés à la journée et sont chargés de se rendre chez les clients habituels pour leur proposer leurs services ou récupérer un crédit. C'est le cas à Birnin-Konni, où les patrons de change les utilisent les samedi et dimanche jours de marché à Illéla, localité située de l'autre côté de la frontière. La stratégie commerciale des grossistes consiste à étoffer leur réseau de dépendants afin d'augmenter leurs points de vente au détail et d'accroître le volume des affaires qu'ils traitent : la notion de richesse en hommes (*arzikine mutane*) que nous avons soulignée par ailleurs à propos des activités marchandes [6](#), se retrouve dans le monde des cambistes.

Outre ces grands cambistes, l'activité de change revêt des formes très variées et regroupe une multitude d'agents opérant à des échelles différentes. On peut établir la typologie suivante :

- Des agents de change qui sont en quelques sortes des détaillants travaillant à leur compte avec un faible capital. Ils achètent ou empruntent aux grossistes avant de revendre, au taux en vigueur, à des particuliers et petits commerçants. Ces agents qui effectuent des opérations de petite et moyenne importance, sont présents sur toutes les places, mais ils tendent à être les seuls sur les marchés secondaires de Gaya, Dan Issa, Matameye, Magaria et Diffa où les monnayeurs traitent des montants peu élevés : leur fonds de roulement qui dépasse rarement un million de francs CFA, est suffisant pour satisfaire la clientèle citadine et non pour répondre à une demande importante d'un gros opérateur économique comme ceux qui se livrent aux activités de transit.

- Des opérateurs occasionnels qui tentent de se défaire de nairas sans avoir à payer la commission de change aux professionnels. C'est le cas par exemple des vendeurs de bétail qui peuvent s'improviser cambistes quelques temps ou aller trouver des commerçants qu'ils savent demandeurs de nairas (marchands de céréales) pour traiter avec eux, les deux partenaires gagnant sur le taux puisque se passant d'intermédiaires. D'autres transactions ne passent pas par le marché des changes car elles font l'objet d'opérations de troc : les exportateurs de bétail ou de niébé, par exemple, rapportent, du Nigeria, des céréales dont la revente au Niger leur permet de récupérer des francs CFA.

De même, les opérateurs du transit peuvent se faire rémunérer leurs exportations de cigarettes contre des citernes d'essence voire des céréales.

- Des cambistes ambulants qui sont des petits détaillants de nairas parcourant les rues à la recherche de clients. Ils peuvent exercer pour leur propre compte ou pour celui d'un patron qui leur confie quotidiennement une somme à changer et sur laquelle ils ont une commission.

L'élément discriminant dans cette multitude d'agents de change est le capital circulant. Les grands patrons, comme le Président du syndicat des cambistes de Maradi, disposent d'une somme allant jusqu'à 30 millions de francs CFA (rarement davantage) dont ils injectent une partie dans leurs réseaux. Leurs adjoints se voient confier l'équivalent de 500.000 à un million de francs CFA en nairas, les comptes étant apurés chaque soir ou en fin de semaine selon les cas, le dépendant ayant une commission fixée au préalable (une à deux nairas pour 1000 francs CFA changés). Les détaillants, quant à eux, travaillent le plus souvent avec un capital guère supérieur à un ou deux millions de francs CFA tandis que les cambistes ambulants ne disposent que de quelques dizaines de milliers de francs CFA. Contrairement aux activités commerciales, le marchandage n'est ici guère de rigueur et seul un léger rabais peut être obtenu sur le change d'une grosse somme.

Le monde des cambistes est donc un secteur extrêmement hiérarchisé, doté d'une organisation souple capable de réagir rapidement et de s'adapter aux moindres variations de conjoncture politique et économique comme cela a pu être vérifié, en janvier 1994, lors de la dévaluation du franc CFA. Il est, d'autre part, hautement spécialisé et les cambistes n'exercent une activité marchande que si une opportunité s'offre à eux (cofinancement, par exemple, d'une importation de céréales). Enfin, l'accumulation réalisée à travers les opérations de change se fait en francs CFA : un cambiste de Zinder faisait remarquer que son fonds de roulement était composé de nairas tandis que sa capitalisation s'effectuait en francs CFA "parce qu'il est dangereux de thésauriser en nairas car elle ne cesse de se dévaluer depuis plusieurs années". Ces surplus sont souvent investis dans le transport, l'immobilier (construction de villas ou de logements à usage locatif) voire l'agriculture et l'élevage comme le font beaucoup d'autres opérateurs économiques.

II LE FINANCEMENT DU MARCHE DES CHANGES PARALLELES

Le rôle de ces cambistes dans la réalisation des opérations commerciales d'importation et d'exportation étant essentiel, nous allons, tout d'abord, dresser un bref panorama des flux de marchandises entre le Niger et son voisin dont le solde est globalement défavorable au premier.

Les principaux flux transfrontaliers

Les exportations nigériennes à destination du Nigeria sont assez limitées et reposent principalement sur le bétail : les animaux sont vendus sur de grands marchés de regroupement comme celui de Djibya d'où ils sont expédiés par camions vers les abattoirs de Kano et parfois même d'Ibadan où réside une importante communauté haoussa qui approvisionne Lagos en viande [7](#). Le haricot-niébé est le second produit exporté par les commerçants nigériens : il est acheté par des sociétés commerciales de Kano et de Kaduna qui le revendent ensuite à des grossistes ibos ou yorubas originaires du Sud du Nigeria où il est consommé. Citons ensuite parmi les exportations nigériennes le souchet, le coton, les oignons, les poivrons de la région de Diffa, les produits maraîchers et les cuirs et peaux destinées aux tanneries de Kano et de Sokoto.

Parallèlement à ces exportations, d'importants flux de marchandises provenant des ports de Lomé et de Cotonou transitent par le Niger avant de pénétrer au Nigeria. Ces mouvements de transit qui s'effectuent depuis les villes de Maradi, Birnin-Konni, Zinder et même Diffa, ont débuté pendant la guerre du Biafra qui coupa la partie septentrionale du Nigeria de ses débouchés sur la mer. Ils portent sur des produits dont l'importation est interdite au Nigeria qui entend protéger son industrie. Ces prohibitions touchent actuellement les cigarettes, les tissus wax de fabrication européenne et ivoirienne, les basins et les pagens asiatiques, la friperie, les chaussures et sandalettes, divers biens de consommation domestique (concentré de tomates, insecticides, piles électriques).

Ce transit représente à l'échelle du Niger des sommes considérables même s'il a tendance à diminuer en raison des mesures législatives adoptées pendant la conférence nationale pour le "moraliser", de la sévère concurrence du Bénin mieux placé géographiquement pour accaparer la clientèle nigérienne et de la libéralisation des échanges extérieurs au Nigeria (décembre 1986) qui a limité les prohibitions (seize produits sont à présent interdits d'importation). Les sommes en jeu demeurent toutefois importantes et ont représenté, selon les statistiques douanières, près de 16 milliards de francs CFA en 1993 dont presque la moitié (6.7 milliards) est assuré par les seules cigarettes. Parallèlement à ce transit, un important commerce de réexportation porte sur les véhicules d'occasion importés d'Europe (France, Belgique, Hollande) par le port de Cotonou puis réexportés de l'autre côté de la frontière.

Dans le sens contraire, c'est-à-dire du Nigeria vers le Niger, les flux sont bien plus importants. Les matériaux de construction (ciment, fers à béton, IPN, petites tôles etc.) sont probablement le poste majeur d'importations du Nigeria et donc de sorties de nairas à Birnin-Konni, Maradi et Zinder. Ceux-ci fournissent en effet plus de 47 % des besoins du secteur du Bâtiment et des Travaux publics du Niger (y compris une partie du marché de Katakò à Niamey), selon les estimations de l'Agence nigérienne de travaux d'intérêt public (NIGETIP) [8](#), soit un chiffre d'affaires supérieur à dix milliards de francs en 1993.

Les produits pétroliers importés frauduleusement du Nigeria constituent le second poste puisqu'ils assurent en 1993 plus de 50 % de la consommation intérieure réelle du Niger [9](#). Ce sont donc environ 67 000 m³, soit 50 000 tonnes de carburants qui ont ainsi pénétré illégalement au Niger en 1993 [10](#), principalement le gas-oil et l'essence ordinaire, provoquant ainsi la fermeture de nombreuses stations-service situées à proximité de la

frontière. Ajoutons enfin que ces mêmes circuits pratiquent le transit d'hydrocarbures pour le Mali et le Burkina Faso, souvent à l'aide des mêmes licences d'importation et dans les mêmes conditions d'acquisition et de change. Ces flux représenteraient l'équivalent des importations non enregistrées du Niger, soit de 50 à 60 000 tonnes en 1993. Au total, près de 40 % des 7 milliards d'importations d'hydrocarbures se traduiraient par une opération de change CFA/naira sur les marchés nigériens.

Les céréales sont également massivement importées au Niger qui pallie ainsi les insuffisances régulières de sa récolte : lors de la campagne de commercialisation 1993-1994, c'est près de 200 000 tonnes de céréales qui ont franchi la frontière malgré le renforcement des contrôles douaniers nigériens.

Parmi les autres produits provenant du Nigeria, citons les textiles fancy et imi-wax des industries nigérianes qui font l'objet d'importations massives et satisfont 32 % de la consommation locale, soit 1,75 millions de mètres pour l'année 1993 [11](#), les pièces détachées, les produits pharmaceutiques, les biens divers de consommation courante et le sucre (15 milliards d'entrées au Niger). En revanche il importe de mentionner ici les flux de farine de blé, qui se sont inversés depuis la libéralisation du commerce au Nigeria, et surtout depuis novembre 1992, date d'une réglementation particulièrement stricte du transit nigérien sur ce produit : désormais, le Niger importe près de 200 millions de francs de farine sortis notamment des entrepôts de Kano. Enfin et paradoxalement, un flux d'importation important porte sur la réintroduction au Niger de cartons de cigarettes Rothmans et Benson vendus au Nigeria. Les informations fournies par les représentants de ces marques installés à Niamey laissent penser que ces mouvements représentent un chiffre d'affaires de l'ordre de deux à trois milliards de francs.

Le financement des marchés de change au Niger

Si grossière - et non exempte de critiques - que puisse être une évaluation générale des mouvements monétaires induits par les échanges commerciaux entre Niger et le Nigeria, on s'y risquera néanmoins dans le souci de faire apparaître, d'une part, les principaux mécanismes de compensation et de financement des marchés des changes, et d'autre part l'interdépendance entre les places structurellement excédentaires et déficitaires en devise nigériane. Par ailleurs, cet exercice, même s'il ne livre que des ordres de grandeur mesurés à partir de la confrontation des échelles micro et macro-économiques d'observation, permet de comprendre les tendances de la formation du prix de la naira sur les places locales à la suite de la dévaluation de janvier 1994.

Le tableau des ressources et emplois financiers des marchés de change parallèle au Niger, présenté ci-dessous, mesure les entrées et sorties de nairas de l'année 1993, liées aux seules opérations de commerce. Le taux de change retenu résulte de la moyenne annuelle des parités naira/franc CFA relevées à Maradi, principal centre des flux marchands entre Niger et Nigeria. Les mouvements spéculatifs sur la naira, apparus dans les dernières semaines de l'année, n'ont pas été ici pris en compte. En revanche, les opérations de troc, ainsi que la part du change effectué hors des villes du Niger - à Kano, Sokoto ou Malanville par exemple - ont été évaluées par catégorie de produits selon les données de

terrain recueillies auprès des opérateurs, à l'exception pourtant de l'importation de sucre, cette filière n'ayant pas été directement étudiée, et de la réimportation de cigarettes, particulièrement délicate à suivre.

Entrées et sorties de nairas sur les places de change du Niger (1993) (millions de francs CFA)

Export Réexport	Total	Entrée nairas	% entrées	Importa- tions	Total	Sortie nairas	% sorties
----------------------------	--------------	--------------------------	----------------------	---------------------------	--------------	--------------------------	----------------------

Total		24400	13 350	100	Total	43350	24 450	100%
Cigarettes	R	16 100	7 100	53%	Mtx const	10 000	7 000	29%
Bétail	X	3 100	2 400	18%	Sucre	15 000	6 000	25%
Textiles	R	2 700	2 300	17%	Divers	4 000	3 100	13%
Autres	R	1 500	1 000	8%	Céréales	4 000	3 000	12%
Autres	X	1 000	550	4%	Pétrole	6 700	2 700	11%
					Cigarettes	2 700	2 000	7%
					Textiles	950	650	3%

Pour ces marchandises, un coefficient de change au Niger a été appliqué, qui est la moyenne des coefficients observés sur des biens faisant intervenir des opérations financières de nature comparable. Les postes ont été rangés par importance d'entrées et sorties totales de nairas.

Une première remarque s'impose : un manque chronique de nairas apparaît sur les marchés des changes du Niger, qui résulte, en premier lieu, du déficit des opérations commerciales avec le Nigeria. Le taux de couverture des importations par les exportations s'établit en effet à 56 %, le rôle des réexportations étant essentiel puisqu'elles représentent 83 % des ventes vers le Nigeria. En second lieu, 54 % seulement des exportations et réexportations vers le Nigeria se concluent par une entrée de devises nigérianes sur les grandes places marchandes du Niger. Ce dernier élément semble capital. L'attrait des marchandises nigérianes est tel que nombre de commerçants récupérant des nairas à l'exportation préfèrent en acheter en vue d'une revente ou d'une consommation domestique. De plus, les grossistes en cigarettes qui restent les principaux

fournisseurs de nairas pour le Niger, vont fréquemment faire le change à Malanville de sorte que le marché monétaire local se trouve privé d'une partie importante de leurs apports.

Par ailleurs, les commerçants importateurs sont demandeurs de naira au Niger à proportion de 56 % du total de leurs transactions. En d'autres termes, plus de la moitié du montant des transactions monétaires se fait dans les villes frontalières nigériennes, et ce malgré le différentiel de change qui favorise Kano et Sokoto. Cette singularité tient à deux facteurs principaux : d'un côté, la structure du commerce d'importation laisse une part non négligeable aux "petites entreprises contrebandières" du textile, des hydrocarbures et des marchandises diverses qui, pour beaucoup, ne s'aventurent que jusqu'aux villages frontaliers et non dans les grandes cités du nord Nigeria ; de l'autre, sur des produits de gros tels que les matériaux de construction et les hydrocarbures par exemple, les marges à la revente sont telles que les opérateurs renoncent à capitaliser le différentiel de change, cette perte étant de fait supportée par le consommateur final.

Dans l'ensemble, le déficit en nairas à Birnin-Konni, Maradi et Zinder aurait été de l'ordre de 11 milliards de francs pour l'année 1993. En conséquence, sur ces places, le prix de la naira est tendanciellement orienté à la hausse, l'écart avec les villes pourvoyeuses en nairas - Kano, Sokoto et Malanville - justifiant des transferts réguliers qui annulent, au moins partiellement, le différentiel. Malanville aurait ainsi expédié l'équivalent de 3.5 milliards de francs en nairas au cours de l'année 1993, le reste soit 7.5 milliards venant des places du nord Nigeria. Les relevés de change faits sur les diverses places sont, de ce point de vue, instructifs. A Birnin-Konni par exemple, les phases cycliques de renchérissement de la naira ne sont interrompues que par la livraison de capitaux frais des places excédentaires, ou encore par le retour du Nigeria des exportateurs de bétail. La situation nouvelle créée par la dévaluation n'a pas modifié ces constatations.

Ces flux monétaires qui transitent par le marché des changes parallèles, sont donc importants et expliquent le professionnalisme des patrons de change par lesquels passe la plupart des opérations commerciales transfrontalières. Leur activité et son financement reposent sur des réseaux de relations ténus qu'ils ont établis avec leurs fournisseurs de nairas installés dans les grandes cités du nord-Nigeria (Kano, Sokoto, Maiduguri), à Malanville ou dans les principales villes frontalières du Niger où le solde des opérations commerciales est généralement négatif. En conséquence, le réseau relationnel des patrons de change, ainsi que les circuits d'information qu'ils ont bâtis, sont les instruments indispensables du financement du marché parallèle, et par là même de la circulation commerciale. Ils assurent en effet d'un approvisionnement régulier et rapide en nairas dès qu'un différentiel de change justifie un transfert. Contrairement à Malanville où la collecte de nairas s'effectue par les réseaux marchands, interdisant ainsi une nette segmentation entre finance et commerce, les trois grandes places commerciales du Niger n'obtiennent la naira que par le jeu de transferts financiers, ce qui explique l'autonomisation du marché parallèle des changes.

C'est donc au sein de réseaux très structurés que s'effectuent les transferts monétaires et que circule l'information sur le taux pratiqué sur chaque place : les milieux cambistes,

comme ceux du commerce, font preuve d'une grande mobilité. Ainsi, les monnayeurs de Birnin-Konni et Maradi n'hésitent pas à se rendre à Malanville, Kano ou Sokoto, places pourvoyeuses de nairas de par leur activité marchande, si elles font défaut dans leurs villes. Ils participent alors à la régulation du marché et les écarts significatifs de taux qui peuvent apparaître entre places, sont corrigés par le jeu des transferts.

Les circuits d'information qui reposent sur l'utilisation du téléphone ou de nouvelles apportées par les dépendants ou les voyageurs venant des autres places de change, servent également au financement du marché car ils peuvent amener les grossistes à déclencher des compensations financières entre places. Ils sont ensuite de puissants instruments de gestion des ressources financières. En effet, lorsque les taux de change entre places sont en phase, les monnayeurs peuvent espérer tirer des transactions monétaires une marge élevée puisque ce surcoût ne provoquera pas de désaffection de la part de la clientèle. En revanche, lorsque l'écart tend à se creuser au profit des places nigérianes ou de Malanville, les cambistes sont tenus de le réduire au mieux en comprimant leur marge de gros et de détail [12](#) s'ils veulent conserver leurs clients. L'information ne fixe donc pas le taux : elle sert à fixer les stratégies financières dont résultera le taux.

Ce jeu des transferts qui assure le financement de l'activité, s'effectue le plus souvent à partir des fonds confiés aux monnayeurs par les principaux acteurs du commerce transfrontalier que sont les importateurs de matériaux de construction, de céréales, de sucre et les opérateurs du transit des cigarettes et des textiles. Toutefois, lorsque les sommes à convertir sont nettement moins élevées que celles mises en jeu dans ces négoce, les monnayeurs peuvent financer une opération de change à partir de leurs fonds propres ou en se regroupant avec des homologues installés sur une même place. A Zinder, le plus gros cambiste avoue pouvoir changer sur le champs une somme de cinq millions de franc CFA et dix millions de francs en s'associant avec ses collègues. Au delà, "il faut attendre un jour ou deux, le temps de se rendre à Kano ou à Maradi pour effectuer l'opération de change". Enfin, il convient de souligner que ces monnayeurs n'entretiennent pas de relations avec le système bancaire moderne et qu'ils exercent par conséquent leur activité totalement en marge de celui-ci.

Les grandes places de change et leurs animateurs ne sont donc pas autonomes et font, au contraire, partie de tout un réseau financier dont Kano et Lagos en sont les pôles. Ses ramifications s'étendent aux autres frontières du Nigeria (Cameroun et Bénin) dont les arbitrages participent également à l'unification du marché de la naira [13](#).

III LE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS COMMERCIALES PAR LES CIRCUITS DE CHANGE MONÉTAIRES

Les cambistes et les commerçants, dans la mesure où leurs activités respectives sont étroitement interdépendantes, ont noué des liens étroits : au cours de nos enquêtes, nous avons pu constater que des commerçants avaient parfois un cambiste attiré avec lequel ils entretenaient des relations non seulement professionnelles mais aussi personnelles. D'autres, au contraire, préfèrent faire jouer systématiquement la concurrence entre

monnayeurs pour obtenir le taux de change le plus avantageux et ont recours aux services de plusieurs cambistes.

Cette volatilité de la clientèle amène les cambistes à participer au financement d'opérations commerciales par le jeu des prêts qu'ils consentent aux grands commerçants. Par ce biais, les patrons de change fidélisent leurs clients en pré finançant, sur leurs réserves de devises nigérianes, une partie de leur opération commerciale lorsque ces derniers ne détiennent pas le fonds de roulement nécessaire et si les transactions sont effectuées dans un court laps de temps (une semaine au plus). Ainsi, les marchands de céréales, gros demandeurs de nairas, empruntent fréquemment des fonds à un agent de change pour acheter du mil au Nigeria et le rembourse une fois les céréales revendues au Niger. Ce délai est bref, trois jours à une semaine, afin que le cambiste ne se démunisse longtemps d'une partie de son capital en devises nigérianes. Dans cette opération de crédit, les sommes prêtées aux marchands de céréales sont donc des nairas fournies en appliquant le taux de change en vigueur le jour du prêt. Son remboursement se fait en francs CFA à partir de la revente des céréales au Niger : l'emprunteur remet au cambiste la somme convenue au départ sans tenir compte des éventuelles fluctuations du taux depuis lors. Le risque de change est ainsi couvert par une convention implicite entre commerçant et son monnayeur, celui-ci, en récupérant des francs CFA, se prémunit de l'érosion de la naira, cas de figure le plus fréquent au cours de ces dernières années.

Cette avance de fonds peut être consentie par le cambiste dans le souci d'en retirer un bénéfice. L'intérêt perçu sur un prêt étant prohibé par l'islam, cet interdit est contourné de deux manières : soit le bénéfice de l'opération commerciale est partagé au prorata des sommes investies par le commerçant et son agent de change, soit le taux de change pratiqué par ce dernier est moins intéressant pour son emprunteur, la différence étant de deux nairas pour 1000 francs CFA avancés. Il arrive également que le monnayeur fasse des conditions avantageuses à son emprunteur - voire qu'il lui prête de l'argent à titre gracieux - à condition qu'il s'agisse d'un client privilégié et que le délai soit très court : en agissant ainsi, les patrons de changes nigériens tentent également de décourager les commerçants locaux à s'approvisionner en nairas chez des concurrents ou au Nigeria - où le taux est pourtant plus avantageux pour eux - et augmentent d'autant le volume de leurs affaires.

Inversement, de gros opérateurs économiques qui se livrent à des activités portant sur des sommes élevées (essentiellement le transit) peuvent déposer des quantités importantes de nairas dépassant les disponibilités immédiates des patrons de change [14](#) et leur faire en quelques sortes crédit. Ces derniers demanderont un délai de deux à quatre jours avant de leur remettre l'équivalent en francs CFA qu'ils obtiendront en envoyant leurs adjoints changer une partie de la somme sur une autre place ou en s'associant localement avec des confrères.

Le crédit est donc une pratique fréquente dans l'univers des cambistes comme celui des marchands : au Niger, il s'agit, notamment en pays haoussa, d'une institution très ancienne [15](#) où l'islam impose désormais de nouvelles règles souvent contournées sous la forme de gratifications diverses offertes par l'emprunteur à son prêteur.

IV LES CAMBISTES ET LA DEVALUATION DU FRANC CFA

Avant d'envisager la réaction des cambistes aux récents événements monétaires, il convient de décrire le mécanisme de fixation du taux de change parallèle et ses récentes fluctuations.

La formation du taux de change parallèle et ses récentes fluctuations

Interrogés sur l'importance relative des places de changes, les monnayeurs nigériens ont tous reconnu que le taux directeur est celui émanant de Kano. Peu d'entre eux saisissent toutefois les modalités concrètes de fixation de ce taux de change. Celles-ci résultent de la prise en compte d'une série de facteurs dont le montant du déficit de la balance des paiements nigériens, les modalités d'attribution des devises par la Central Bank of Nigeria [16](#), l'attrait exercé par le français CFA, jusqu'à sa dévaluation, comme monnaie de passage pour obtenir d'autres devises (Dollar, Livre sterling, Franc français et Deutsche mark) et enfin le niveau de l'inflation au Nigeria. Ce sont là les principaux facteurs, qui ne dépendent pas de l'économie du Niger [17](#), qui déterminent la valeur du franc par rapport à la naira. La demande et l'offre enregistrée sur une place peuvent également influencer localement le taux de change du marché noir. Ainsi, la naira tend à se déprécier à Kano où les devises sont recherchées et à s'apprécier sur les places nigériennes où la demande des importateurs nigériens est forte.

Pendant longtemps, le taux de change de la naira a été surévalué sur le marché officiel des changes ce qui favorisait les importations nigérianes de biens de consommation et d'équipement à partir des recettes d'exportation de pétrole. Un écart significatif séparait le taux de change officiel de celui du marché noir qui s'amplifia jusqu'en 1985 où la décote du cours parallèle atteignit près de 80%. L'économie nigérienne était alors touchée par une mévente de son pétrole et une chute des cours mondiaux qui entraînèrent une pénurie de devises et une décote de la naira sur le marché noir étant donné la pression de la demande que la Banque centrale n'était plus à même de satisfaire.

A partir de 1986, l'écart entre les deux taux se jugula sensiblement : après avoir résisté aux injonctions du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale qui demandaient une dévaluation de la naira afin que sa valeur reflète davantage l'état réel de l'économie du pays, le Nigeria mit en place deux guichets de changes (septembre 1986) : l'un à taux préférentiel était réservé au gouvernement, l'autre appelé second marché des changes (Second Foreign Exchange Market) est destiné au secteur privé. Le taux de change de la naira par rapport aux devises étrangères était désormais déterminé par un processus d'enchères entre la Banque centrale et les banques commerciales admises à enchérir. Cette mesure entraîna une rapide dévaluation de la naira : le dollar qui s'échangeait contre une naira auparavant, valait en novembre 1986 3,5 \$. L'évolution par rapport au franc CFA fut analogue et l'écart entre le taux de change officiel et le taux parallèle se réduisit autour de 10%. Le taux de change de la naira était alors devenu proche du taux d'équilibre [18](#).

Les deux guichets fusionnèrent, en 1989, sous la pression des bailleurs de fonds qui contraignirent l'État fédéral à abandonner son privilège. Depuis lors, la naira ne cessa de se déprécier en raison de l'aggravation continue du déficit budgétaire (101 milliards en 1993), de l'inflation record (57% en 1993, 44% en 1992) et des quantités insuffisantes de devises mises aux enchères par la Central Bank à qui il revient de répartir les ressources nationales en devises entre les divers demandeurs, publics et privés. En 1993, la Banque n'aurait fourni qu'un peu plus du tiers des besoins en devises des importateurs nigériens (soit 2,7 milliards de \$). Ces derniers se replièrent sur le marché noir où la naira enregistra une décote de près de 85% par rapport à son cours officiel : en décembre 1993, celui-ci était de 75 nairas pour 1000 francs CFA alors qu'il était de 138 sur le marché noir.

Les marchés parallèles et les récentes mesures monétaires

Les mesures d'août 1993 relatives à la convertibilité limitée du franc CFA décidée par la BCEAO, la dévaluation du franc CFA en janvier 1994 et la réorientation des politiques commerciales et monétaires prise par le Nigeria ont été autant d'événements majeurs auxquels fut confronté le marché des changes parallèles.

Le 2 août 1993, les chefs d'État des pays africains de la zone franc décidèrent de suspendre le rachat par les banques centrales (BCEAO et BEAC) des billets émis par celles-ci et exportés en dehors des pays africains de la zone franc. En d'autres termes, les billets BCEAO devenaient inconvertibles en dehors des pays africains de la zone franc. Cette décision était motivée par l'importance des sorties de billets, hors des zones d'émission, préjudiciables aux économies des pays et qui étaient le véhicule d'activités frauduleuses et de fuites de capitaux importantes en direction principalement de la Suisse, de la Grande Bretagne, de la France, de l'Autriche et des pays ouest africains non membres de la zone franc. Ces mouvements internationaux de billets pouvaient ainsi rendre l'économie nigérienne exsangue en moyens de paiements [19](#).

Cette mesure a eu un impact temporaire sur l'évolution du taux de change entre le franc CFA et la naira puisqu'un mois et demi plus tard, le franc CFA avait retrouvé sa valeur d'avant le 3 août (environ 122 nairas pour 1000 francs CFA) après avoir perdu près de 20% de sa valeur pendant quelques semaines. Au Niger, les patrons de change ne semblent pas avoir été victimes de cette mesure et nombre d'entre eux ont poursuivi normalement leur activité sans modifier la proportion de nairas et de francs qu'ils détenaient évitant ainsi les pertes de change. Certains toutefois ont anticipé la mesure : le Président du syndicat des cambistes de Maradi reconnaissait avoir eu des informations concernant l'éventualité des dispositions prises par les banques centrales de par ses relations politiques et s'en était prémuni en stockant des nairas.

Si ces mesures d'août 1993 n'ont finalement pas eu un gros impact sur le fonctionnement du marché des changes, la dévaluation du franc CFA et la nouvelle définition de la politique monétaire du Nigeria ont eu, au contraire, de profondes répercussions sur les marchés financiers.

Les représentants des quatorze États africains de la zone franc, réunis les 10 et 11 janvier 1994 à Dakar décidèrent d'une dévaluation de 50% de leur monnaie, cédant ainsi aux pressions des bailleurs de fonds internationaux avec à leur tête le Fond monétaire international. Au même moment, le 10 janvier, le général Sani Abacha présentait le budget de la Fédération pour l'année 1994 et les grandes lignes de sa politique économique et monétaire où la stabilisation du taux de change de la naira constituait une priorité. En fixant le taux de change à 22 nairas pour un dollar, le chef de l'État entendait supprimer le marché noir ou tout du moins atténuer la spéculation sur ce marché en amenant les cambistes à se conformer à la nouvelle mesure. Pour cela, les bureaux de change n'étaient plus autorisés à vendre des devises pour financer des importations et leur rôle était désormais limité à la vente de devises d'un montant inférieur à 2500 \$, une commission leur étant versée par la Banque centrale en guise de rémunération. Seules étaient alors habilitées à vendre des devises aux importateurs les banques commerciales et de développement agréées par la Central Bank of Nigeria.

Ces deux mesures entraînaient un véritable krach monétaire sur l'ensemble des marchés des changes parallèles que ce soit au Nigeria ou dans les pays limitrophes. De 138 nairas pour 1000 francs CFA au 1er janvier 1994, le taux avait déjà un peu fléchi sur toutes les grandes places en début d'année (il était à 128 le 7) face aux incertitudes quant au devenir du franc CFA. Il s'était toutefois redressé à 138 le 10 au matin. Les opérateurs, à l'écoute des informations diffusées par les radios internationales, pressentant que "quelque chose" d'important allait se produire à Dakar bien que certains espéraient encore que la France s'opposerait à une telle décision [20](#) commencèrent alors à anticiper la dévaluation, le franc CFA s'échangeant contre 122 nairas le 11 au matin. Cette anticipation ne fut pas générale puisque que, la veille de la décision de Dakar, quelques transactions se faisaient encore normalement sur les places nigériennes et à Kano où les cambistes échangeaient toujours les CFA malgré les risques que cela comportait pour eux.

Le jour de la dévaluation, le 12 janvier à 8 h, il était à 110 à Zinder pour terminer à 70 le soir. Ces variations reproduisaient les cours enregistrés à Kano. En fin de journée, le franc CFA s'était donc dévalué "logiquement" de près de 50% par rapport au cours de la nairas du 10 janvier. Après avoir été saisi de panique, les marchés reprirent leurs esprits quelques jours plus tard et le 18 janvier le franc CFA se stabilisait dans une fourchette de 85 à 90 nairas pour 1000 francs CFA soit une dévaluation de 37 % depuis le 10 janvier 1994 : la naira n'avait donc pas répercuté totalement le montant de la dévaluation du CFA.

Le jour de la dévaluation, les monnayeurs avaient de fait suspendu toutes les transactions face aux errements du taux qui ne permettaient pas de se faire une idée précise du nouvel équilibre. Les commerçants avaient eu la même attitude puisque nombre d'entre eux fermèrent boutique en attendant une clarification de la situation qui n'interviendra qu'une semaine après la décision historique de Dakar. Peu de transactions eurent donc lieu au cours de cette première semaine d'après dévaluation, les marchés nigériens furent dans l'expectative et à l'écoute attentive des informations venant de Kano. Quelques riches commerçants de Maradi ont toutefois anticipé cette dévaluation et avaient transformé une partie de leurs réserves en francs français et en dollars qu'ils changèrent aux guichets des

deux banques de la ville pour récupérer des CFA. A la BIAO (Banque internationale de l'Afrique de l'Ouest), le volume de change avoisinait ainsi les 100 millions de CFA alors qu'il est habituellement négligeable. D'autres enfin s'étaient prémunis en conservant des nairas qu'ils changèrent ensuite à Kano.

La dévaluation du CFA conjuguée à la réévaluation de la naira anima également les marchés des changes nigériens qui étaient soumis à de nouvelles règles et étaient l'objet de multiples opérations répressives : "les changeurs de devises étrangères au marché noir ont disparu le 13 janvier de la plupart des endroits de Lagos (et de Kano) où ils travaillent habituellement à la suite du renforcement de la lutte contre les opérations de change illégales" [21](#) . En dépit des arrestations et des saisies périodiques effectuées par les forces de sécurité sur les différentes places de change du pays, les cambistes de Wappa et Faggé (Kano) exercèrent leur activité clandestinement afin de pourvoir aux besoins permanents en devises des importateurs - que le système officiel d'allocations ne peut satisfaire - et fournir la spéculation qui consiste à acheter des devises sur le marché officiel pour les revendre au marché noir ce qui entretient la faiblesse de la naira. Le cours du dollar malgré l'officielle réévaluation de la naira, restait échangé contre 48 nairas tandis que la livre sterling en valait près de 65.

La réaction des opérateurs nigériens à la dévaluation, une fois l'effet de surprise passé, consista à se débarrasser des francs CFA qu'ils détenaient, n'ayant plus confiance en cette monnaie et redoutant une éventuelle démonétisation qui amena les cambistes à refuser quelques temps les CFA. Aussi, les opérateurs nigériens achetèrent au Niger tous les produits qu'ils pouvaient se procurer notamment du bétail, du haricot-niébé voire quelques produits de l'industrie nigérienne redevenus compétitifs pour les importer chez eux et retrouver aussi des nairas en limitant les pertes de change à travers ces opérations commerciales [22](#)

Conjuguée à l'inconvertibilité partielle du franc CFA décidée en août, sa dévaluation a entraîné une perte de confiance totale des businessmen nigériens dans cette monnaie qui, en six mois, avaient perdu ses deux atouts majeurs : sa convertibilité et son pouvoir d'achat élevé. Cette défiance fut si forte que les francs CFA ne trouvèrent plus preneurs pendant quelques temps au Nigeria si bien que les gros opérateurs nigériens durent se procurer des nairas sur les places de change nigériennes alors qu'auparavant ils effectuaient le change à Kano où les conditions leurs étaient plus favorables [23](#). De plus, pendant quelques semaines, ils préférèrent prendre des nairas au Niger de peur d'être surpris avec des devises étrangères au Nigeria où les contrôles étaient renforcés.

Conclusion

Après la tempête du mois de janvier 1994, les marchés avaient retrouvé un certain équilibre jusqu'en juin où 1000 francs CFA s'échangeaient aux frontières nigériennes contre 85 nairas. Depuis lors, la naira a repris le chemin de la baisse dès juillet - en raison

des problèmes politiques et économiques que rencontrait alors le Nigeria ²⁴ au point de retrouver son cours du premier janvier à la mi-octobre (138 nairas pour 1000 CFA) et d'atteindre même le cours de 175 nairas pour 1000 francs CFA à la mi-novembre, le Nigeria étant alors pris dans le cycle infernal dévaluation/inflation et manquant terriblement de devise. Depuis le mois de janvier 1995, les marchés ont retrouvé une certaine stabilité puisque le taux de change de la naira oscille entre 150 et 160 pour 1000 CFA.

Cette instabilité prolongée du cours des monnaies a été fortement ressentie de part et d'autre de la frontière par les cambistes et les commerçants déboussolés par l'ampleur des fluctuations : la confiance qu'ils avaient dans le franc CFA a été très entamée par les limites instaurées à sa convertibilité puis sa dévaluation, cette défiance n'étant pas aujourd'hui totalement dissipée en raison des craintes d'une possible seconde dévaluation. D'autre part, la naira n'apparaît pas non plus comme une monnaie fiable étant donné l'instabilité politique et les graves problèmes économiques auxquels le Nigeria demeure confronté. Dans un tel contexte, les cambistes tentent de limiter les pertes de change en anticipant les évolutions à court terme de l'une et de l'autre des deux monnaies ou en plaçant leurs capitaux en devises fortes. Les commerçants adoptent une stratégie identique et investissent souvent une partie de leurs capitaux en marchandises diverses.

L'inconvertibilité partielle du franc CFA, sa dévaluation, les nouvelles mesures prises simultanément au Nigeria pour lutter contre le marché noir des devises puis l'évolution récente de la naira ont profondément perturbé le marché des changes parallèles. Malgré ces fortes turbulences, celui-ci n'a pas disparu pour autant car il existe toujours une forte demande de nairas au Niger - comme dans les autres pays limitrophes de la Fédération - issue du commerce frontalier qu'il doit satisfaire. Ainsi, bien que ralenties au début de l'année passée en raison du renforcement des contrôles douaniers aux frontières du Nigeria, les transactions commerciales entre les deux pays se sont poursuivies et le Niger a profité, dans un premier temps, de la dévaluation du franc CFA, pour accroître ses exportations de bétail et de niébé. Depuis lors, le glissement de la naira a atténué les effets bénéfiques de la dévaluation en augmentant la compétitivité des produits nigériens, l'inflation intérieure soutenue au Nigeria a toutefois limité son ampleur en compensant en partie la diminution du taux de change .

¹ Ce texte s'appuie sur une étude menée sur le marché des changes parallèles entre le Niger et le Nigeria (cf. E. GRÉGOIRE, P. LABAZEE, Le fonctionnement du marché des changes parallèles et ses incidences sur les échanges entre le Niger et le Nigeria, Mission française de coopération-ORSTOM-GRID, Niamey, 1994). Il a été présenté lors des IVèmes Journées Scientifiques du Réseau Entrepreneuriat, à Orléans (26-28 avril 1995), consacrées au thème "Entreprises et dynamique de croissance".

2 Voir J. D. COLLINS, The clandestine movements of groundnuts across the Niger-Nigeria boundary, *Revue canadienne des études africaines*, vol. X, n-2, 1976, pp. 254-276.

3 J. IGUE, Le Nigeria et ses périphéries frontalières, in *Nigeria, un pouvoir en puissance*, D. Bach, J. Egg et J. Philippe éditeurs, Éditions Karthala, Paris, 1988, pp. 220-239.

4 Les cambistes nigériens exercent leur activité dans des conditions plus difficiles que leurs homologues nigériens : l'attitude des autorités à leur égard rend le facteur risque, lié à l'illégalité de leur activité, non-négligeable si bien qu'ils sont toujours à la merci d'opérations répressives.

5 L'activité marchande de Diffa, chef-lieu de département situé à l'extrême Est du Niger, est en effet modeste si l'on se réfère au faible montant des recettes douanières perçues (30,9 millions en 1993) de même que celle de Gaya qui souffre de la proximité de Malanville, gros marché frontalier béninois et point de rupture de charge des marchandises destinées au Niger et au nord du Nigeria.

6 E. GRÉGOIRE, *Les alhazai de Maradi*, Histoire d'un groupe de riches marchands sahéliens, Collection Travaux et Documents n-186, Éditions de l'ORSTOM, Paris, 1986, 1990 (2ème impression).

7 A. COHEN, *Custom and politics in urban Africa : a study of hausa migrants in yoruba towns*. London, Routledge and Kegan, 1969;

8 R. NIGNON, *Les mécanismes du secteur des BTP au Niger*, Actes du Séminaire d'économie et de sociologie nigérienne, Niamey, Mission française de coopération, 1993.

9 Il convient de distinguer la consommation officielle de produits pétroliers - telle que la SONIDEP la calcule et qui est passé de 146.000 tonnes en 1981 à 67.000 tonnes en 1992 - et la consommation réelle (près de 90.000 tonnes en 1992) telle qu'elle est évaluée annuellement par le ministère des transports en fonction de l'estimation du kilométrage parcouru par les véhicules. Sur cette dernière base, la fraude est passée de 17% du marché en 1985 à 55% en 1992.

10 Cette estimation est conforme à la fourchette de 60 000 - 70 000 m³ qu'avancent les distributeurs de produits pétroliers du Niger.

11 Données aimablement communiquées par Unilever - CNF, Paris.

12 Sur toutes les places, les marges de change sont fixées à deux nairas pour 1000 francs. Un achat de nairas, en gros ou en détail, à un prix de 100 pour 1000 francs, sera donc suivi d'une revente au taux de 98 pour 1000. En conséquence, on notera que les cambistes nigériens comptabilisent leurs bénéfices - ou leurs pertes - en nairas, mais qu'ils les capitalisent en francs CFA. En d'autres termes, les nairas sont sur les places nigériennes

une marchandise destinée à la vente, tandis que le franc est une partie intégrante du patrimoine des grossistes comme nous le notions plus haut.

13 J.P. AZAM, La balance du commerce frontalier Nigéro-nigérian, Une analyse à partir du marché parallèle de la naira (1980-1987), Université de Clermont-CERDI, 1988, 27 pages.

14 Le principal cambiste de Birnin-Konni faisait remarquer, l'an passé, qu'une grosse transaction pouvait porter jusqu'à quatre millions de nairas soit alors plus de 30 millions de francs CFA.

15 G. NICOLAS, La pratique traditionnelle du crédit au sein d'une société subsaharienne (vallée de Maradi, Niger), in Cultures et Développement, Université catholique de Louvain, 1974, pp. 737-773.

16 Quand la Central Bank of Nigeria décide d'accroître le volume des devises qu'elle met aux enchères, la valeur de la naira remonte sur le marché noir, par contre si elle réduit ces volumes, elle baissera en raison de la pression des opérateurs économiques.

17 J.P. AZAM, La balance du commerce frontalier Nigéro-nigérian, Une analyse à partir du marché parallèle de la naira (1980-1987) op. cité.

18 P. SALIN, Taux de change et finances publiques au Niger, février 1993, 75 pages.

19 J. LAMA, La suspension des rachats par la BCEAO des billets de son émission : nature de la mesure et conséquences pour l'économie du Niger, Rencontres de Maradi 20-22 octobre 1993, USAID-PASPE, 26 pages.

20 Peu nombreux furent les cambistes et les opérateurs économiques nigériens qui ont anticipé la dévaluation du franc CFA en transformant leurs fonds en nairas : les rumeurs qui circulaient alors sur une possible démonétisation de celle-ci, comme en 1986, les en dissuadèrent.

21 Marchés tropicaux n° 121, 21 janvier 1994.

22 Les Nigériens firent de même en avril 1984 lorsque le gouvernement Buhari décida de démonétiser la naira : les commerçants de Maradi et les cambistes se débarrassèrent des anciennes coupures qu'ils détenaient en achetant toutes sortes de marchandises revendues ensuite au Niger.

23 Ils leur était plus facile de procéder ainsi car les francs CFA se transportent plus discrètement que les nairas dont le billet à plus forte valeur faciale est celui de 50 nairas ce qui représente au taux actuel 330 francs CFA. Pour le transfert d'une grosse somme, un sac ou une valise s'avère rapidement indispensable.

24 Arrêt des exportations de pétrole pendant plusieurs semaines à la suite de grèves prolongées.

25 B. LEENHARDT, Évolution des prix en zone franc en janvier 1995 et influence du Nigeria sur les pays limitrophes de la zone franc en 1994, Caisse française de développement, Paris, Mars 1995.